

désigner notre région et même à en faire une «zone spéciale». Cela fait présager une ère de prospérité véritable. Si on lit les journaux de ma région, on constate combien les organismes comme les chambres de commerce, y compris celles des jeunes, les organisations ouvrières et les associations d'industriels et de commerçants, sont heureux de constater que le gouvernement a posé ce geste. Ils se disposent, eux-mêmes, à faire tout leur possible pour exploiter les avantages que le gouvernement met à leur disposition. Je remercie donc le gouvernement, étant convaincu que je réponds au désir de tous les contribuables, de tous les concitoyens de ma région, qui se réjouissent de cette situation.

Le député de Bellechasse a dit tantôt que le gouvernement fédéral ne faisait rien afin de venir en aide aux cultivateurs. Même si le gouvernement fédéral ne donne pas tous les octrois aux producteurs de lait,—je ne m'aventurerai pas dans ce domaine-là, parce que je ne m'y connais pas, étant donné qu'il n'existe pas d'agriculteurs dans ma circonscription—il propose d'autres solutions relativement à certains secteurs ruraux de la province de Québec. Si le gouvernement du Québec voulait bien accepter l'une ou l'autre de ces solutions, la province connaîtrait une prospérité considérable, spécialement en ce qui touche l'agriculture qui, actuellement, est dans le marasme.

Quand le gouvernement fédéral, par exemple, offre d'établir un parc national en Gaspésie et dans la Mauricie, il faut s'en réjouir, car un investissement de quelques millions de dollars pourrait éventuellement attirer dans ces régions un million de touristes qui dépenseraient peut-être 15, 20 ou 25 millions de dollars par année, ce qui ferait l'affaire des citoyens de ces régions rurales et de celles des environs. Tous ceux qui sont établis le long des circuits touristiques jouiraient d'une augmentation de leur revenu annuel.

Le député de Bellechasse a raison de prétendre que le problème, actuellement, est d'ordre économique. Nous devrions donc mettre fin à nos querelles stériles sur tous les aspects de la révision de la constitution, querelles qui, la plupart du temps, ne sont que du verbiage d'avocats qui cherchent à se donner de l'influence.

Il importe d'assurer trois repas par jour à tous les Canadiens. C'est pour cette raison que le gouvernement prend des mesures concrètes en établissant des «zones spéciales» afin de faire disparaître les écarts régionaux, de venir en aide aux municipalités et d'établir des conditions visant à favoriser l'installation d'industries nouvelles ou le développement d'industries déjà existantes.

C'est pour cette raison que le gouvernement fédéral est disposé à établir des parcs nationaux au Québec.

La même raison l'a incité à mettre sur pied un système de recyclage afin de permettre à ceux qui n'ont pas reçu un minimum de formation académique raisonnable de l'acquérir, à ceux qui exercent des métiers qui sont en voie de disparaître d'acquérir la connaissance nécessaire à l'exercice de nouveaux métiers et à ceux qui n'exercent aucun métier de se rendre compétents dans l'exercice de métiers qui sont très populaires à l'heure actuelle.

Voilà des mesures concrètes visant à faire disparaître le chômage! Le peuple ne désire pas qu'on lui fasse la charité. Je loue le gouvernement de penser à réviser ses lois sociales afin d'assurer, aussitôt que ce sera possible, un minimum de revenu garanti à tous les Canadiens et leur permettre de vivre convenablement.

L'honorable député sait que le gouvernement se préoccupe actuellement de faire ces choses-là. Il aura compris qu'en vertu de la politique du gouvernement, nous cherchons à atteindre ce but qu'expliquait si bien le très honorable premier ministre (M. Trudeau) quand il disait, dans un langage fort imagé: Si mon voisin a faim et si je lui donne un poisson, il est certain que je lui rends service. Mais si, en plus, je lui donne une ligne pour aller à la pêche, il pourra prendre soin de lui.

C'est un peu ce qui caractérise la politique du gouvernement. Si l'on prétend que le gouvernement ne fait rien en vue de régler la situation actuelle, ce n'est pas dire la vérité. En effet, il ne faut pas oublier qu'un vent d'inflation souffle sur tout l'univers, y compris les pays qui ont connu une prospérité plus grande que celle du Canada.

Je pense, par exemple, à l'Angleterre, où le gouvernement, dont la philosophie ressemble énormément à celle du Nouveau parti démocratique, a toutes les peines du monde à maintenir une stabilité quelconque. En effet, les ouvriers se révoltent de temps à autre.

La France, pays très prospère, a réussi, à cause d'une certaine instabilité économique, à renverser un géant qui avait nom de Gaulle.

Je pourrais aussi parler de l'Italie, qui a toutes les peines du monde à former un gouvernement.

Au Canada, on a réussi au moins à maintenir une certaine stabilité et à empêcher le pire. Il est vrai que le chômage existe. Toutefois, si le gouvernement n'avait pas pris les mesures que l'on connaît, à l'adoption desquelles on a participé, la situation serait plus désastreuse.

L'opposition a collaboré avec le gouvernement quant à la mise en œuvre de mesures sociales au Canada. En effet, le gouvernement central distribue des milliards de dollars partout au pays à longueur d'année dans le but d'y maintenir une certaine stabilité économique. Si ce n'était de cette initiative et,